

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Wednesday, September 27, 1989

• 1930

The Chairman: The meeting will come to order.

Our first witness tonight is the Retail Council of Canada. Alasdair McKichan is its president. Alasdair, would you introduce the other people who are with you tonight?

Mr. Alasdair McKichan (President, Retail Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman. With me are Mr. Robert Whitell, the President and Chief Executive Officer of F.W. Woolworth Co. Ltd.; Peter Woolford, Vice-President of the Retail Council of Canada; Marc Malowin, a member of the Tax Committee of the Retail Council of Canada, who is Director, Corporate Taxation, of Provigo Inc., based in Montreal. I should add that Mr. Whitell is representing the Retail Council's board, of which he is a member, and he is also a member of its executive committee.

Mr. Chairman, if I may, I will read a short statement summarizing our brief.

We are pleased, Mr. Chairman, to have this opportunity to appear before you today to discuss one of the most important tax proposals to come before the House in a great many years.

Our members are firmly of the opinion that the current manufacturers sales tax is outmoded and inefficient in a great many ways. We acknowledge it must be replaced and that the economy and the revenue needs of the government would best be served by a comprehensive goods and services tax along the lines of the type we are now considering.

Our strongest plea in relation to the new tax and the basis proposed for its collection is that we must achieve a joint collection mechanism involving both the federal and provincial governments and their taxes. Without such a joint collection mechanism, we estimate as near as we can that the cost of collection in the private sector will amount to the sum of something over \$2 billion. We believe that it is little short of national self-mutilation in the competitive international world in which we operate to dissipate needlessly these huge resources for which we have such urgent needs elsewhere.

The additional costs within the public sector are also considerable, and just as important as the calculable costs is the complexity a duplicate system will introduce into

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mercredi 27 septembre 1989

Le président: Je déclare cette séance ouverte.

M. Alasdair McKichan, président, du Conseil canadien du commerce de détail, sera notre premier témoin ce soir. Monsieur McKichan, puis-je vous demander de bien vouloir nous présenter ceux qui vous accompagnent ce soir?

M. Alasdair McKichan (président, Conseil canadien du commerce de détail): Merci, monsieur le président. Je suis accompagné de M. Robert Whitell, président directeur général de F.W. Woolworth Co. Ltd., de M. Peter Woolford, vice-président du Conseil canadien du commerce de détail, de M. Marc Malowin, membre de la Commission fiscale du Conseil canadien du commerce de détail et qui est aussi directeur chargé de l'imposition des sociétés chez Provigo Inc. à Montréal. Permettez-moi d'ajouter que M. Whitell représente le conseil d'administration du Conseil canadien du commerce de détail, auquel il siège, et qu'il est aussi membre du Comité exécutif de ce même conseil.

Monsieur le président, avec votre permission, je voudrais lire une brève déclaration vous exposant les grandes lignes de notre mémoire.

Nous vous remercions de l'occasion qui nous est donnée de comparaître devant votre Comité aujourd'hui, monsieur le président, pour discuter d'une des réformes fiscales les plus importantes qui soient proposées par un gouvernement depuis de nombreuses années.

Les membres de notre conseil croient fermement que l'actuelle taxe sur les ventes des fabricants est démodée et qu'elle présente de sérieux défauts. Nous convenons qu'elle doit être remplacée et qu'une taxe générale sur les produits et services qui s'inspirerait de celle qui est en cours d'examen répondrait davantage aux besoins de l'économie et du Trésor public.

Nous vous exhortons à mettre sur pied un mécanisme commun pour la perception de cette taxe, intégrant la taxe fédérale et les taxes provinciales. En l'absence d'un mécanisme de prélèvement commun, nous estimons, selon notre meilleure appréciation, que le coût de perception de cette taxe, pour le secteur privé, se chiffrera à un peu plus de 2 milliards de dollars. La compétitivité dans le monde d'aujourd'hui étant de mise, ce serait se mutiler ou presque de galvauder ces énormes ressources dont nous avons tant besoin ailleurs.

Les dépenses que ce système entraînerait au sein du secteur public ne sont pas négligeables non plus et la complexité qu'un double régime fiscal apporterait à